



19, rue Daguerre, Paris (14^e). — Téléphone : Suffren 63-31

C. C. P. Mlle Picard 5660-38 Paris

Au Cercle Lénine
 Le 24 Février 1950 à 20 h. 30
LOUIS DALMAS
 le premier journaliste français qui
 interviewa Tito,
 parlera sur
la YUGOSLAVIE
PALAIS DE LA MUTUALITÉ
 rue Saint-Victor
 (Métro : MAUBERT-MUTUALITÉ)

La bourgeoisie veut un gouvernement de surexploitation ouvrière TRAVAILLEURS, imposez aux chefs socialistes et staliniens le FRONT UNIQUE sur un programme de classe

Le pays est maintenant pourvu d'un Gouvernement centre-droite. Du tripartisme P.C.F.-P.S.-M.R.P. de la « Libération », il ne reste plus au pouvoir que la 3^e béquille. Celle-ci a comploté provisoirement la crise politique, mais elle ne peut la résoudre définitivement, car elle a, elle aussi, une certaine base ouvrière à ménager qui n'a pas attendu, pour manifester ses craintes et son mécontentement, devant le caractère réactionnaire de la nouvelle coalition gouvernementale.

La S.F.I.O. n'est pas sortie du gouvernement, exclusivement pour se protéger sur la gauche (contre le P.C.F.), comme le prétendent « le Monde », « le Figaro » ou « l'Époque ». Elle aussi se base ouvrière à ménager et son existence même a été mise en danger par l'accroissement de l'offensive de la bourgeoisie.

Le nouveau Gouvernement sera probablement, plus que son prédécesseur, susceptible de soutenir la politique de la grande bourgeoisie, mais il ne pourra répondre parfaitement aux injonctions de celle-ci. C'est Paul Reynaud, l'homme du grand capital, qui, le plus nettement, a précisé la nature de ces injonctions : bloquer les salaires, faire baisser les prix de revient et sauvegarder les marchés contre la concurrence étrangère. Toute remise en question des salaires mettrait en péril l'économie nationale.

Au moment où la crise économique se développe dans le monde impérialiste, au moment où les phénomènes classiques de saturation du marché chronique, baisse de la production, font leur réapparition, la bourgeoisie française doit, pour défendre son marché intérieur et ses quelques débouchés extérieurs, abaisser ses prix de revient. Elle ne peut y parvenir qu'en stoppant les hausses de salaires, qu'en accélérant les cadences de production, qu'en augmentant la fiscalité et les prix des services publics, qu'en diminuant les prestations de la Sécurité Sociale, qu'en renforçant son offensive politique et policière contre les travailleurs.

Mais le Parlement constitue, avec sa composition actuelle, une des pierres entravées pour l'application de cette orientation. C'est pourquoi la droite, mettait à profit la crise ministérielle, a recommencé son offensive pour rapprocher la date des élections et modifier le scrutin électoral. La mise en application de ces propositions, indisposables, et pour cause, permettrait seule de modifier le visage du Parlement en réduisant les groupes parlementaires stalinien et socialiste. Paul Reynaud a clairement mis la majorité devant le dilemme : réussir la politique de surexploitation des travailleurs ou laisser le pouvoir à la majorité à droite acquise sur la base d'élections au scrutin majoritaire.

La sortie de la S.F.I.O. dernier grand parti ouvrier au pouvoir, a permis à l'extrême-droite R.P.F. de se glisser dans l'entre-bâillement de la porte. Michelet, au nom du Général, a déclaré que celui-ci était prêt à rechercher, avec ceux qui ont qualité pour le faire (entendez tous les parlementaires, à l'exception des députés stalinien et socialiste), les conditions d'un recours au pays. Mais le temps du Général n'est pas encore arrivé ; la bourgeoisie, qui n'a pas oublié le 6 février 1934, marche prudemment vers le pouvoir fort car une maladresse dans ce domaine risquerait de donner un nouveau 12 février 1934.

Si la S.F.I.O. a interrompu la collaboration gouvernementale avec les partis de la bourgeoisie, elle n'a pas pour autant renoué avec un programme de défense des intérêts ouvriers. « Cesser ou interrompre (la nuance est d'ailleurs pleine de saveur), la participation ne signifie pas ou n'entraîne pas, écrivait Léon Blum dans le « Peuple » du 4 février, comme conséquence nécessaire, l'entrée dans l'opposition. » Ce qui signifie en clair que le groupe parlementaire S.F.I.O. soutiendra (y compris par l'abstentionnisme qui devient dans ce cas un soutien camouflé) la politique de la bourgeoisie.

L'accord des dirigeants socialistes avec le programme général du grand capital (lutte anti-colonialiste, répression anti-ouvrière, fiscalité de classe, maintien des salaires à un niveau bien inférieur au minimum vital) a comme

conséquence l'opposition de ceux-ci à toute réelle politique de Front Unique avec les autres tendances du mouvement ouvrier et plus particulièrement avec le P.C.F. et la C.G.T., et ceci au mépris des profondes aspirations des travailleurs socialistes.

Les dirigeants de la S.F.I.O. trahissent les aspirations des travailleurs socialistes, mais les dirigeants du P.C.F. et de la C.G.T. agissent de même avec le profond désir d'unité des travailleurs membres ou sympathisants du P.C.F. La rupture gouvernementale de la S.F.I.O. a été, pour le P.C.F., une occasion supplémentaire de dénoncer les « manœuvres raffinées » du parti américain, de la social-démocratie, annexe du R.P.F.

Par ces amalgames criminels, — que les militants ouvriers d'avant 1933 ont bien connus, — le stalinisme dresse une tragique barrière entre travailleurs stalinien et socialistes. Et fidèles aux directives du Kremlin, ils harcèlent la bourgeoisie en lançant les travailleurs (Automobile est le dernier exemple) par groupes isolés dans le combat.

Les intérêts des travailleurs, quelle que soit leur appartenance politique, sont tous les mêmes. De leur unité

dans l'action dépend la possibilité de stopper l'offensive de la bourgeoisie et la marche vers le pouvoir fort. C'est pourquoi notre parti lance un appel à tous les travailleurs et à toutes les organisations ouvrières pour que se réalise de la base au sommet le Front unique de toute la classe ouvrière. Nous soumettons par ailleurs (1) notre programme de Front Unique. Et nous demandons à tous les travailleurs, à ceux qui ont compris où conduit la politique de la S.F.I.O. et du P.C.F., mais aussi à ceux qui font encore confiance à ces grandes organisations ouvrières, d'exiger des dirigeants stalinien et réformiste qu'ils réalisent une véritable politique de front unique, qu'ils fassent connaître leur programme de défense des intérêts ouvriers et que la discussion s'engage dans toute la classe ouvrière. L'unité des travailleurs ne cessera pas si telle ou telle revendication est arrachée à la bourgeoisie ; elle se poursuivra jusqu'à la constitution d'un gouvernement de front unique, d'un gouvernement ouvrier et paysan, s'appuyant sur les Comités d'unité d'action créés dans les usines et les localités.

Michèle MESTRE.

(1) Voir page 4 l'article « Unir les travailleurs ».

Pour un Viet-Nam libre et indépendant Reconnaissance du gouvernement Ho Chi Minh Retrait du Corps Expéditionnaire

Le fait est là : la guerre menée par l'impérialisme français contre le peuple vietnamien est impopulaire dans toutes les couches de la population laborieuse de ce pays.

Un corps expéditionnaire de 120.000 hommes pompera cette année un budget avoué de 157 milliards, sans compter les nombreux milliards affectés aux postes de la Défense nationale et différents autres ministères.

Malgré cet effort exceptionnel, sans rapport avec les forces réelles de l'impérialisme français, un des porte-parole les plus autorisés (les plus objectifs aussi) du colonialisme, Frédéric Dupont, est contraint d'avouer que « La pression du Viet-Nam sur nos troupes est accrue ».

Ce qui, traduit en clair par le Professeur Paul Rivet, signifie : « Que la situation militaire est plus grave que jamais. Récemment, de sérieux coups de main ont eu lieu à Caobang et à Laokay et ont coûté des pertes sensibles en hommes et en matériel. L'aérodrôme de Bacme, situé à proximité du centre de Hanoi, s'est trouvé pendant plusieurs heures entre les mains des troupes du Viet-Nam qui ont pu y déposer des mines et détruire huit avions... A Hanoi, huit transformateurs ont été détruits par des mines... A Saigon 600 barils de caoutchouc ont brûlé dans le port... ».

En fait, le débouché de milliards, les monstrueuses atrocités dénoncées par un journal aussi modéré que « Témoignage Chrétien » n'ont en rien amélioré la situation militaire du corps expéditionnaire. En dehors des grandes villes, où la sécurité est, la plus grande partie du territoire est entre les mains du Viet-Nam.

La victoire de Mao Tse Tung et la conséquence l'impulsion gigantesque donnée aux mouvements de masses dans le sud-est asiatique, tous ces faits accumulés impliquent que jamais plus l'impérialisme français ne pourra reconquérir ses positions.

Dans une telle situation, le Viet-Nam est devenu le foyer convergent de tous les antagonismes mondiaux, le cristallin où se mirent aussi bien toutes les possibilités révolutionnaires accumulées à l'échelle du monde entier, que toutes les manœuvres mises sur pied par l'impérialisme pour étayer le mouvement fasciste des masses.

Aussi bien, tant notre Parti, que des Syndicats révolutionnaires n'ont pas attendu aujourd'hui pour marquer le devoir des organisations ouvrières devant la guerre d'Indochine.

Dis 1945-46, mettait en garde contre les accords signés avec les Leclerc, d'Argentan, ou contre les formules trompeuses de l'Union Française qui ont permis le débarquement de troupes et de matériel, et La Vérité a mené campagne pour l'indépendance totale du Viet-Nam hors des chaînes de l'Union Française. Note Parti ou ses meetings inter-dits « La Vérité » fut poursuivie.

En 1946, l'Alliance du Syndicat National des Instituteurs, en septembre 1948, De tout, des Employés, au nom de la minorité révolutionnaire, demandait aux Congrès nationaux de la C.G.T. d'organiser le boy-

cott, d'exiger le retrait des troupes d'occupation, d'exiger les propositions.

En 1949, même le Syndicat Départemental de l'Hérault, dirigé par l'École Emancipatrice, appela au Front unique des organisations ouvrières pour organiser la lutte révolutionnaire contre la guerre colonialiste. Ni les dirigeants de la C.G.T., ni ceux de F.O. ne répondirent à ces appels.

Or, au contraire, ce gouvernement vicieux des ministres staliniens, sans parler de ceux de la S.F.I.O., quand l'impérialisme fit son coup de force de Haiphong en décembre 1946.

Ces choses devaient être rappelées pour apprécier sainement les tâches assignées au prolétariat français dans sa lutte pour aider le combat légitime du peuple vietnamien.

Pour la reconnaissance du gouvernement Ho Chi Minh

Le système Bao-Dai repose sur l'idée de la nécessité de trouver au Viet-Nam une bourgeoisie et des fétus indigènes qui se sont écartés de la dénomination de l'impérialisme et les masses. Le grand rêve des colonialistes français serait de voir se lever une armée, une police, une administration vietnamienne qui, soutenue par lui, menerait la lutte contre le peuple. C'est cette politique que traduisent les accords Bao-Dai-Union adoptés à la majorité par l'Assemblée Nationale. Bien des cadres dirigeants de la bourgeoisie française sont hélas, devant cette politique. Mais ils sont dans l'obligation d'accepter, car elle correspond à l'orientation de l'impérialisme américain. Soudain principal du système impérialiste, Washington essaie de dresser un barrage à la poursuite des masses en Asie en s'appuyant sur l'Indonésie et le Vietnam à l'impérialisme hollandais un compromis permettant d'assurer la domination d'une bourgeoisie coloniale à sa dévotion, sur l'Inde de Nehru ou « l'Indépendance » n'a en rien touché aux fondements du système impérialiste et sur le Viet-Nam où il voudrait stabiliser la situation afin de pouvoir reprendre ultérieurement son offensive en Asie.

Combatte pour la reconnaissance de Ho Chi Minh en France, signifie soutenir la lutte du peuple vietnamien contre l'impérialisme et son fanatisme Bao-Dai, c'est défendre les plans à long terme de la France contre le mouvement des masses sur le continent asiatique.

Mais combattre pour la reconnaissance ne signifie pas soutenir la politique de Ho Chi Minh qui, pour avoir accepté les accords du 6 mars 1946, par exemple, qui stipulent l'Union Française, le droit pour les armées françaises de stationner au Viet-Nam, etc., a permis le développement ultérieur de l'offensive impérialiste.

Comment combattre pour faire cesser la guerre d'Indochine

La bourgeoisie est mentalement étreinte par le développement de la situation au Viet-

Nam. Le Viet-Nam ayant conquis son indépendance, ce sont les mouvements de libération dans les autres colonies qui reçoivent une puissante impulsion.

Le devoir des organisations ouvrières est donc nettement tracé. Pour les masses laborieuses, le combat pour l'amélioration de leurs conditions de vie (contre la bourgeoisie qui pompe 117 milliards de la lutte menée par le peuple vietnamien pour son indépendance).

Pour le prolétariat, la lutte par des moyens révolutionnaires contre la guerre, c'est le soutien du combat mené par les masses vietnamiennes pour assurer l'effondrement de la domination impérialiste.

Aussi l'impulsion est grande devant les organisations, les « socialistes Auroel et Mech », de la répression contre la guerre de grève déclenchée contre la politique du Viet-Nam. Le népris le plus profond doit animer les prolétaires de toutes tendances contre le Bureau Confédéral de Force Ouvrière qui, en condamnant les grèves et les protestations « politiques » contre la guerre du Viet-Nam, soutient son propre impérialisme contre les masses françaises et vietnamiennes.

Mais si, à première vue, les formes d'action préconisées, grèves et travail, par les dirigeants de la C.G.T. et du P.C.F. correspondent aux besoins de la lutte contre la guerre, il est indispensable de caractériser les conditions dans lesquelles se développent ces mouvements.

Par le caractère même de ces formes d'action qui menacent le plus directement les (Suite page 3) PIERRE LAMBERT.

Bas les pattes devant la révolution Yougoslave RESOLUTION DU VI^e CONGRÈS DU P. C. I.

1^o La rupture du P. C. Yougoslave tout entier avec Moscou est l'événement le plus important de l'histoire du mouvement ouvrier depuis la dissolution du Komintern devant Hitler en 1933.

2^o Elle oppose un démenti aux affirmations impressionnistes sur une prétendue victoire ou stabilisation du stalinisme. Elle exprime les contradictions profondes du stalinisme et de sa politique du « socialisme dans un seul pays ».

3^o Elle ouvre une large brèche dans le stalinisme et a dépassé le point culminant de son empire sur les masses et de sa rigidité monarchique. De cette brèche partent de profondes lésions qui menacent l'édifice tout entier.

4^o La rupture yougoslave est produite

Pourquoi en Yougoslavie ?

L'originalité DU GOUVERNEMENT yougoslave, par rapport aux autres gouvernements du glacis, c'est qu'il est issu, non pas de pressions de l'armée rouge ou du N.K.V.D., mais d'une véritable guerre civile qui débute en 1941 sous la forme de la guerre des

dates de ces revendications de divisions d'ouvriers de la hiérarchie et le travail aux pièces.

La révolution française proposa, pour faire triompher ces revendications, une journée revendicative de lutte le 9 février, de dernier BRADIER. (Suite page 4)

De nouveaux dirigeants ouvriers se forment chez les métallos de Neuves-Maisons

A dizaine de camarades qui s'étaient groupés dans l'usine de Neuves-Maisons en décembre dernier, dans un Comité pour l'Unité d'action, ont vu leur nombre grossir et les méthodes qu'ils défendent gagner de nombreuses sympathies.

A la dernière réunion du Comité, le 27 janvier, 25 camarades étaient présents. Après une bonne discussion, l'élaboration de la propagande pour l'Unité d'action fut décidée par divers moyens, a été décidée et notamment par la sortie d'un journal d'usine, l'organisation d'une Assemblée générale des métallos de l'usine pour expliquer pourquoi le Comité pour l'Unité d'action est nécessaire, quels sont ses buts et les moyens qu'il préconise pour que les ouvriers retrouvent une unité indispensable.

Une « carte de soutien » va être éditée et placée auprès des travailleurs pour soutenir sa propagande. Le Comité a décidé de débordier le cadre de l'entreprise, de s'ouvrir à tous les divers moyens, a été décidée et notamment par la sortie d'un journal d'usine, l'organisation d'une Assemblée générale des métallos de l'usine pour expliquer pourquoi le Comité pour l'Unité d'action est nécessaire, quels sont ses buts et les moyens qu'il préconise pour que les ouvriers retrouvent une unité indispensable.

Si, en effet, l'exclusion se justifiait, les dirigeants du Syndicat devraient pouvoir sans peine prouver aux travailleurs de l'usine que la mesure prise l'a été avec raison et devrait pouvoir la faire sanctionner par un vote à bulletin secret par l'ensemble des ouvriers. Mais il est évidemment beaucoup plus difficile de démontrer aux ouvriers que les intérêts exclus du travailleur contre les intérêts des métallos que de prendre une mesure d'exclusion antidémocratique. Le Secrétaire du Syndicat confiait récemment à un camarade exclu que, sachant par avance que seule une minorité voterait en faveur de la révocation, le Syndicat ne voulait pas tenter une telle épreuve. Les « Frachonistes » (Suite page 4) FLORENCE.

Un « carte de soutien » va être éditée et placée auprès des travailleurs pour soutenir sa propagande. Le Comité a décidé de débordier le cadre de l'entreprise, de s'ouvrir à tous les divers moyens, a été décidée et notamment par la sortie d'un journal d'usine, l'organisation d'une Assemblée générale des métallos de l'usine pour expliquer pourquoi le Comité pour l'Unité d'action est nécessaire, quels sont ses buts et les moyens qu'il préconise pour que les ouvriers retrouvent une unité indispensable.

Si, en effet, l'exclusion se justifiait, les dirigeants du Syndicat devraient pouvoir sans peine prouver aux travailleurs de l'usine que la mesure prise l'a été avec raison et devrait pouvoir la faire sanctionner par un vote à bulletin secret par l'ensemble des ouvriers. Mais il est évidemment beaucoup plus difficile de démontrer aux ouvriers que les intérêts exclus du travailleur contre les intérêts des métallos que de prendre une mesure d'exclusion antidémocratique. Le Secrétaire du Syndicat confiait récemment à un camarade exclu que, sachant par avance que seule une minorité voterait en faveur de la révocation, le Syndicat ne voulait pas tenter une telle épreuve. Les « Frachonistes » (Suite page 4) FLORENCE.

Un « carte de soutien » va être éditée et placée auprès des travailleurs pour soutenir sa propagande. Le Comité a décidé de débordier le cadre de l'entreprise, de s'ouvrir à tous les divers moyens, a été décidée et notamment par la sortie d'un journal d'usine, l'organisation d'une Assemblée générale des métallos de l'usine pour expliquer pourquoi le Comité pour l'Unité d'action est nécessaire, quels sont ses buts et les moyens qu'il préconise pour que les ouvriers retrouvent une unité indispensable.

Bas les pattes devant la Révolution Yougoslave

une nouvelle guerre civile pour détruire les réalités de classes amenées par 4 années de guerres civiles.

L'originalité DU PARTI Communiste Yougoslave, c'est qu'il s'est trouvé aux prises avec la vivante réalité de la lutte révolutionnaire des masses et qu'il n'en put en garder la direction qu'en rompant, d'abord inconsciemment, puis de plus en plus consciemment avec l'idéologie stalinienne.

L'oppression que la bureaucratie russe fait peser sur l'économie de tous les pays du glacieux ne fut qu'accélérer la rupture entre l'appareil moutonné du stalinisme et le Parti communiste lié aux masses travailleuses.

L'enjeu yougoslave

Pendant toute une période, manquant d'informations, nous avons eu une attitude réservée et hésitante: nous mettions sur le même pied trois variantes possibles de l'évolution du P.C.Y.: retour au stalinisme, soumission à l'impérialisme ou indépendance à l'égard de Wall-Street et de la Kremlin.

La première variante a prouvé qu'elle était sans base réelle: la tendance kominformiste n'a pas d'appui sérieux dans le parti et les masses yougoslaves.

La deuxième variante ne pouvait se produire à froid (sans contre-révolution) ni dans un court délai. Notre appréciation n'allait pas au delà de la généralité la plus vague, parce que nous avons nous-mêmes les forces révolutionnaires internes en Yougoslavie et le bouleversement social qui s'y poursuivait avec la participation active des masses.

Cependant, si nous pouvons rejeter comme très improbable la première variante (retour au stalinisme), nous devons comprendre les dangers que fait peser sur l'aventure de la Yougoslavie indépendante: la conjonction entre l'action stalinienne et la pression impérialiste.

« e) L'action stalinienne s'efforce par tous les moyens d'en finir avec la Yougoslavie indépendante, pour démontrer le postulat n° 1 du catholicisme stalinien: « Hors de la confiance en Staline, il n'y a que la trahison pour le camp de l'impérialisme. » Dans la lutte contre l'opposition de gauche, puis la 14^e Internationale, procès de Moscou, séparations et colosses ont toujours eu ce même but: prouver que ceux qui ne font pas confiance à Staline sont des traîtres ou sont écarrés comme des traités.

En France, la bureaucratie stalinienne évite constamment l'exemple de Doriot pour décourager colosses et biser toute critique. Mais la Yougoslavie démontre tous les jours et sous les yeux de milliers de monde entier, que l'on peut rompre avec Staline, sans se vendre à l'impérialisme: l'appareil stalinien s'en trouve ébranlé dans sa base et il réagit par tous les moyens pour contraindre la Yougoslavie à confirmer son schéma en soudant sous sa coupe de l'impérialisme. D'où le blocus économique et les démonstrations militaires aux frontières yougoslaves, d'où la colonie déchristianisée des procès Rajk et Kostov.

« b) D'autre part, le blocus rigoureux établi par Staline contraint le gouvernement yougoslave à recourir aux machines, aux échanges commerciaux, aux capitaux des pays impérialistes. Aucun pays ne peut vivre en autarcie et surtout pas un petit pays comme la Yougoslavie en plein effort d'industrialisation. L'ébranlement du secteur des échanges avec l'impérialisme accroit le poids de celui-ci dans l'économie du pays.

Les questions litigieuses

Le désaccord entre le P.C.Y. et le trotskisme reste très profond: il porte sur la notion de « socialisme dans un seul pays » et sur son corollaire, l'incompréhension du problème des différences entre le socialisme dans un seul pays > de Staline et celui de Tito.

L'attitude à l'égard du trotskisme se lie directement au problème de la nouvelle internationalisme.

Le point de vue anti-international (donc anti-trotskyiste) semble prédominer actuellement pour une série de raisons « tactiques ».

La grande erreur du P.C.Y. est de penser qu'en cette matière on peut avoir une position « tactique » sans principe et décliner l'impunité que « les considérants de la décision de dissolution du Komintern étaient parfaitement justes ».

C'est son exemple qui permit à Trotsky de prouver que la bureaucratie soviétique allemande se scindera en deux fractions incompatibles: « la fraction Reiss », fraction révolutionnaire et « la fraction Boutenko » (on pourrait dire fraction Kravtchenko), fraction contre-révolutionnaire pro-capitaliste.

« 2^e Pourquoi prendre parti pour ce qui est de « la fraction Reiss » et contre celui-ci? Cette formule remplace l'analyse marxiste par des considérations psychologiques superficielles.

De la même façon, les réactionnaires disent que les stalinien qu'ils sont des « fascistes rouges » et les stalinien disent que les socialistes réformistes sont des « social-fascistes »; les petits-bourgeois ultra-gauchistes disent que les trotskystes sont des « stalinien de gauche ».

Défendons notre Journal

La défense, la diffusion et l'amélioration de notre journal occupent une place importante dans les débats de notre Congrès.

C'est avec satisfaction que tous parent constater la capacité de notre parti à faire vivre sur la base d'une gestion financière saine et par ses seules forces notre organe, dirigé par le fait que les rentrées périodiques (ventes, abonnements, Amis de la Vérité) couvrent pour une part bien plus importante qu'au départ nos dépenses et qu'il sera bientôt possible d'utiliser les autres rentrées (êtes, campagnes financières) à l'amélioration soit de méthodes commerciales de diffusion, soit à l'agrandissement du format de notre journal.

L'examen des statistiques et les rapports des délégués ont permis de constater qu'au tour de notre organe sont regroupées de nouvelles couches de sympathisants que nous n'avons pas auparavant. Nous avons eu aussi l'occasion de constater au cours de la campagne d'abonnement que de nombreux anciens sympathisants, éloignés de nous au moment du départ de certains anciens dirigeants, sont à nouveau devenus des lecteurs réguliers.

Laissons donc ces jeux de mots de journalistes. Qu'est-ce qu'un parti stalinien? C'est un parti subordonné de façon absolue à la bureaucratie privilégiée de l'U.R.S.S., un instrument extérieur de défense des intérêts de cette bureaucratie.

« 3^e « Tito capitale devant T.O.N.U. » On comprend que la presse yougoslave et la presse stalinienne s'efforcent de démontrer cette capitulation. Mais l'examen des votes de la Yougoslavie à l'O.N.U. prouve le contraire.

« 4^e « Nous ne devons pas soutenir Tito, mais une fraction révolutionnaire opposée à Tito. » C'est cela veut dire « Critiquons nous les bras », puisqu'une telle fraction n'existe pas, et que sera l'autre nous dira si le P.C.Y. est capable de devenir le parti révolutionnaire.

« 5^e « Comment pouvez-vous concilier la défense de la Yougoslavie et la défense de l'U.R.S.S. » nous ont demandé des gens partisans du défaitisme en U.R.S.S. et en Yougoslavie.

« 6^e « Comment pouvez-vous concilier la défense de la Yougoslavie et la défense de l'U.R.S.S. » nous ont demandé des gens partisans du défaitisme en U.R.S.S. et en Yougoslavie.

Adresse du VI^e Congrès aux peuples coloniaux

Le VI^e Congrès du Parti Communiste Internationaliste (Section Française de la IV^e Internationale) réaffirme son entière solidarité à l'égard des peuples coloniaux en lutte pour leur affranchissement du joug de l'impérialisme français.

Il élève une protestation indignée contre l'interdiction gouvernementale du meeting en faveur de l'indépendance des pays opprimés, convoqué par les mouvements nationaux d'Afrique du Nord, sous l'égide du Congrès des Peuples, alors que les provocations fascistes dans les quartiers ouvriers bénéficient d'une protection bienveillante de la part des autorités.

Le Congrès soutient inconditionnellement, comme par le passé, la revendication d'indépendance totale formulée par les mouvements nationaux d'Afrique du Nord.

Il dénonce l'arbitraire et le terrorisme régnant en Afrique noire et particulièrement la répression sauvage dont est l'objet le P.R.D. algérien. Il exige la révision immédiate du Procès de Madagascar et la libération immédiate de tous les emprisonnés victimes de la terreur colonialiste dans ce pays et particulièrement des députés malgaches.

Il demande aux travailleurs français d'appuyer l'aspiration à l'indépendance du peuple malgache. Devant les manœuvres impérialistes tendant à une reconnaissance du Gouvernement fantoche de Bao-Daï, le Congrès du P.C.I. se déclare inconditionnellement pour le soutien de la résistance victorieuse et du gouvernement Ho Chi Minh, en lutte contre l'impérialisme français.

L'infâme guerre colonialiste ne peut prendre fin dans un bref délai et la victoire du peuple vietnamien être assurée que par l'action massive du prolétariat français.

« En Yougoslavie, elle manifestera la solidarité du prolétariat international et favorisera la compréhension de l'Internationalisme pour les travailleurs yougoslaves. En France, leur constitution sera une aide irremplaçable de dénonciation des chefs stalinien qui s'y opposent. A leur retour, elles feront pénétrer dans les masses la vérité sur la Yougoslavie.

« 1) Préparer pour la période de vacances des brigades de travail, formées de jeunes travailleurs, en éliminant les délégués et les aventuriers.

« 2) S'efforcer de constituer des équipes de techniciens ouvriers ou intellectuels susceptibles d'apporter une aide réelle à la Yougoslavie aux prises avec mille difficultés.

« 3) Chaque cellule doit organiser des réunions d'information sur la défense de la Yougoslavie, réunions de cellule élargie, ou réunions de sympathisants, ou petites réunions publiques où l'on peut faire adopter un ordre du jour (appel en faveur d'une délégué, protestation contre le Comité stalinien de défense des victimes du P.C.Y. (I), etc.).

« 4) Préparer pour la période de vacances des brigades de travail, formées de jeunes travailleurs, en éliminant les délégués et les aventuriers.

« 5) S'efforcer de constituer des équipes de techniciens ouvriers ou intellectuels susceptibles d'apporter une aide réelle à la Yougoslavie aux prises avec mille difficultés.

« 6) Préparer pour la période de vacances des brigades de travail, formées de jeunes travailleurs, en éliminant les délégués et les aventuriers.

« 7) S'efforcer de constituer des équipes de techniciens ouvriers ou intellectuels susceptibles d'apporter une aide réelle à la Yougoslavie aux prises avec mille difficultés.

« 8) S'efforcer de constituer des équipes de techniciens ouvriers ou intellectuels susceptibles d'apporter une aide réelle à la Yougoslavie aux prises avec mille difficultés.

« 9) S'efforcer de constituer des équipes de techniciens ouvriers ou intellectuels susceptibles d'apporter une aide réelle à la Yougoslavie aux prises avec mille difficultés.

« 10) S'efforcer de constituer des équipes de techniciens ouvriers ou intellectuels susceptibles d'apporter une aide réelle à la Yougoslavie aux prises avec mille difficultés.

« 11) S'efforcer de constituer des équipes de techniciens ouvriers ou intellectuels susceptibles d'apporter une aide réelle à la Yougoslavie aux prises avec mille difficultés.

« 12) S'efforcer de constituer des équipes de techniciens ouvriers ou intellectuels susceptibles d'apporter une aide réelle à la Yougoslavie aux prises avec mille difficultés.

« 13) S'efforcer de constituer des équipes de techniciens ouvriers ou intellectuels susceptibles d'apporter une aide réelle à la Yougoslavie aux prises avec mille difficultés.

« 14) S'efforcer de constituer des équipes de techniciens ouvriers ou intellectuels susceptibles d'apporter une aide réelle à la Yougoslavie aux prises avec mille difficultés.

Souscriptions

« Amis de la Vérité » Région Parisienne, - Cellule Markine: un ami de la « V. », 575,- Banlieue Sud: carte n° 2843, 50,- Puteaux: un ami de la « V. », 250,- carte n° 2291, 100,- n° 2310, 100,- n° 2289, 100,- n° 2316, 50,- Cahule Initiatives: un ami de la « V. », 25,- carte n° 2369, 100,- n° 2370, 100,- Cellule Champignon: un ami de la « V. », 1000,- X... 100 fr.

Brest: carte n° 2805, 50 fr.; Jallie, 100,- Torcon: carte n° 2573, 50 fr.

Souscriptions diverses: U. Viet-Nam: carte n° Paris, 500,- J. G. 137, 500,- Saïgon, 1700,- Reymond, 400,- un « Ami de la V. », 137,- 100,- un ami de la « V. », 187,- 700 fr. TOTAL: 6.600 francs.

« SOUSCRIPTION SIM » Détail liste précédente: James, 100; Alice, 100; Liervo, 100; Misa, Panchorim, 100; Cognis, 100; Louise, 100; une petite fille, 30,- un ami de la Vérité, 100,-

« SOUSCRIPTION VAN HULST » P.C.I. Brest: 500 francs.

« SERVICES D'EDITIONS ET DE LIBRAIRIE » Dernières éditions: La Revue IV^e Internationale, numéro décembre-janvier, vient de paraître. Le numéro... 60 fr.

Les dernières brochures du Bureau d'Information yougoslave

Critique

C'est dans la mesure où cette action de notre Parti prendra une envergure suffisante que notre critique AURA UN POIDS sur l'évolution du P.C.Y. La critique constructive constitue un élément essentiel dans la défense de la Yougoslavie, car elle va dans le sens de l'appel au prolétariat mondial et à la révolution ouvrière internationale, ouvrant ainsi une perspective révolutionnaire à la Yougoslavie.

Elle porte: — sur le socialisme dans un seul pays; — sur le problème de l'Internationale; — sur la démocratie dans le Parti; — sur l'analyse de la dégénérescence de l'U.R.S.S.; — sur l'analyse de l'action du stalinisme depuis 25 ans (Chine 1926, Allemagne 1933, Front Populaire 1936, Revolution Espagnole 1936, dissolution du Komintern, etc...); — sur les déclarations anti-trotskyistes du P.C.Y. Nous devons les relever très énergiquement.

« 1^{er} que ce qui est pour nous l'évidence reste à démontrer patiemment aux membres ou anciens membres des P. C. ;

« 2^o que cette démonstration ne consiste pas à critiquer le P.C.Y. à tous les coups de griffe, mais qu'elle se fasse dans une situation la plus favorable que nous ayons jamais connue, pour construire la nouvelle direction révolutionnaire, car la conscience politique des masses ne peut pas progresser seulement par la discussion abstraite, telle que nous l'avons dû la mener depuis 1927 — mais sur l'exemple concret quotidien, visible pour tous, de la Yougoslavie.

Un bulletin d'opposition dans le Parti Communiste Français

Un bulletin intitulé « La Lutte » circule dans les rangs du P.C.F. et des organisations qui sont contrôlées par celui-ci. Trois numéros de ce bulletin ont déjà paru. Tous ceux qui travaillent à la régénération du mouvement révolutionnaire doivent saluer les efforts que font des camarades pour se dégager de la politique stalinienne. C'est un fait très stimulant que, malgré le recul profond de la classe ouvrière au cours des cinq dernières années, des militants — pour la première fois depuis longtemps — se dressent résolument contre la direction la plus responsable de cette situation et s'efforcent de mettre sur pied une politique véritablement communiste.

Il prenait pour point de départ la contradiction entre la situation telle qu'elle est : une classe ouvrière rejetée sur la défensive, et la situation telle que la dépeint l'analyse du Kominform : une classe ouvrière et ses masses progressives allant de succès en succès (Béjarov). Comparant la situation actuelle à celle qui existait à la « libération », les rédacteurs de « La Lutte » attribuent tout justement la responsabilité principale du recul aux dirigeants des partis stalinien qui ont encouragé, depuis longtemps, le combat pour le marxisme, pour la révolution prolétarienne, pour la défense de toutes les masses opprimées. Nous sommes tellement bien que vous, camarades de « La Lutte », ayant trouvé dans « La Vérité » du 14 février 1947 (n° 162) un excellent article du camarade Corvin sur la grève Gortchich de décembre 1937, avez écrit le reproduire dans le n° 3 de votre Bulletin, sans indication d'origine. Nous ne vous en blâ-

mons pas. Mais il vaut mieux ne pas chercher dans un verre où l'on botte. Abandonnez les méthodes stalinienne envers les trotskistes, elles ne vous serviront pas à grand-chose, même pour moule dans les rangs du P.C.F.

P. S. — Quelques lignes du n° 2 de « La Lutte » contiennent une attaque d'un goût stalinien contre les trotskistes. On nous y reproche aussi « d'oser » nous présenter comme les défenseurs de peuple yougoslave. Nous avons toujours été, et nous sommes, pour le combat pour le marxisme, pour la révolution prolétarienne, pour la défense de toutes les masses opprimées. Nous sommes tellement bien que vous, camarades de « La Lutte », ayant trouvé dans « La Vérité » du 14 février 1947 (n° 162) un excellent article du camarade Corvin sur la grève Gortchich de décembre 1937, avez écrit le reproduire dans le n° 3 de votre Bulletin, sans indication d'origine. Nous ne vous en blâ-

mons pas. Mais il vaut mieux ne pas chercher dans un verre où l'on botte. Abandonnez les méthodes stalinienne envers les trotskistes, elles ne vous serviront pas à grand-chose, même pour moule dans les rangs du P.C.F.

Le P.S.U. et la question Yougoslave

DES DIRIGEANTS... DIRIGÉS

À l'audience du II^e Congrès National du Parti Socialiste Unitaire, où s'était manifestée une forte tendance à s'émanciper de l'encadrante tutelle stalinienne, nous avions prédit ici même que ce parti subirait une énorme pression des dirigeants du Parti Communiste Français. Ces derniers ne pouvaient en effet, tolérer le développement dans le P.S.U. d'un courant de sympathies envers la Yougoslavie.

Les faits ont entièrement confirmé nos prévisions. Un mois durant, les dirigeants du Parti Communiste Français ont déployé contre le P.S.U. tout leur arsenal de manœuvres, de falsifications et de chantage. Ils ont d'abord convoqué le Comité d'entente des deux partis dont, si les renseignements qu'il circulent sont exacts, les réunions auraient été plus qu'orageuses. Ducloux et Guyot donnaient ouvertement leurs ordres à leurs homologues Fourrier et Hermann, et maniant la menace contre les éléments réticents comme Bloucourt et Martinet. En même temps, les dirigeants stalinien de la C.G.T. menaçaient de linéage tous les permanents syndicaux membres du P.S.U. qui refuseraient d'aboyer contre Tito. D'autre part, les journaux et des revues du P.C.F., sous prétexte de critiques fraternelles s'efforçant de démontrer, à coups de citations tronquées, la « pénétration idéologique de l'ennemi » dans le P.S.U. pour ébranler les hésitants. Cette campagne fut couronnée par la publication de deux faux communiqués du P.S.U. destinés à semer la confusion.

Malgré tout cela, le Congrès extraordinaire de la Région Parisienne du P.S.U. se refusa à condamner la Yougoslavie par 284 voix contre 118. Le « titisme », c'est-à-dire l'exemple de la résistance prolétarienne à la bureaucratiation, laisse des traces profondes dans les consciences et a permis d'inventer une nouvelle manœuvre.

Ce fut le Conseil National du 3 février. Après que la fraction stalinienne du P.S.U. eut empêché toute discussion démocratique sur la question yougoslave dans de nombreuses Fédérations de province, le Conseil National s'est terminé... par un vote

Albert Lebourg

Notre camarade Albert Lebourg vient de mourir à l'âge de 50 ans.

D'une famille de militants (ses parents étaient à l'usine), Albert Lebourg fut un des premiers foyers révolutionnaires de la banlieue. A. Lebourg milita dès son plus jeune âge au cours de la première guerre mondiale. Métallo, il participa à de nombreuses luttes. Il fut également pendant plusieurs années le Secrétaire du 15^e rayon du P.C. (Puteaux, Courbevoie, Nanterre...). Délégué au VI^e Congrès de l'Internationale Communiste en 1928, il s'opposa à la politique stalinienne. Quelques années plus tard, il rompit avec le P.C. et apporta son adhésion aux trotskistes.

Candidat du P.C.I. en 1946 dans l'Isère, il revint ensuite soutenir la liste du parti dans sa banlieue. Le P.C.I. s'inclina devant la mémoire de ce militant courageux.

CRISE DANS LE PARTI COMMUNISTE ALLEMAND

La crise du stalinisme n'a atteint dans aucun pays, en dehors du « rideau de fer », la profondeur qu'elle a en Allemagne occidentale. Les masses allemandes ont ressenti dans leur propre chair le caractère barbare du stalinisme : les séparations et les démantèlements illégitimes, l'annexion des provinces orientales; l'expulsion brutale de toute la population qui y habitait; le maintien forcé en U.R.S.S. de centaines de milliers de prisonniers de guerre, etc... La soumission de la K.P.D. à la politique du Kremlin a ramené ce parti, qui avant 1933 faisait fort de l'appui de 6 millions d'électeurs, au niveau d'une secte de peu d'influence. La K.P.D. a ainsi perdu 300.000 électeurs dans la courte période comprise entre les élections aux Diètes provinciales en 1946 et les élections à l'Assemblée Fédérale en 1949. Ce qui fait que le nombre des électeurs se soit accru de 5 millions. Le parti communiste allemand ne représente plus de 6 % des électeurs, contre 9 % il y a trois ans (et plus de 20 % en 1932).

Cet affaiblissement a suscité dans le P.C. allemand deux réactions diamétralement opposées : celle de la direction bureaucratique, accentuant son orientation vers le « Front National », c'est-à-dire vers un appel ouvert aux éléments ultra-chauvins et néo-nazis; celle de la base, accentuant sa critique et son opposition à la politique du Kremlin.

En août 1949, le « Landessvorstand » (direction provinciale) du Land Nordrhein-Westphalie (où se trouve la région de la Ruhr) a organisé une conférence provinciale (à laquelle ont participé 500.000 exemplaires) un appel pour le Front National signé par :

— Horst Krüger, ancien dirigeant de la Jeunesse Hitlérienne et ancien élève officier; Willi Hadker, ancien sergent-major et porteur de l'arme nazie; Helmut Ratz, ancien lieutenant de la Wehrmacht; Klaus, ancien dirigeant des Jeunes Hitlériennes; Sadowsky, ancien membre des S.S. et des Jeunes Hitlériennes; Pechler, ancien dirigeant des Jeunes Hitlériennes; Willi Mörke, ancien membre des Jeunes Hitlériennes.

Par ses signatures comme par son texte, cet appel s'adresse ouvertement aux néo-nazis. Le tract débute ainsi :

« Toi aussi, la dois lutter pour le Front National ! »

Il y a quelques semaines, nous avons écrit dans la ville et la province de Recklinghausen un tract intitulé « Vive l'Allemagne ! ». Dans ce tract, nous nous sommes adressés, en tant qu'anciens nationaux-socialistes, à nos anciens camarades et aux ouvriers combattants en appelant à ne plus rester passifs et à lutter activement pour la libération de notre peuple des chaînes économiques et politiques que les alliés occidentaux lui ont forgées, à lutter pour le Front National. »

Et maintenant que la direction du P.C. déclare en bas de la page de ce tract, qu'elle n'approuve pas « toutes les opinions » des signataires, nous avons là un exemple typique de la régression de la politique dite de « national-bolchévisme » qui a hanté les diri-

gents stalinien allemands avant 1933 et qui a été un des principaux facteurs facilitant l'arrivée au pouvoir d'Hitler.

La base a réagi à cette politique, de telle manière, qu'en septembre 1949, le Comité Central du K.P.D. a publié une brochure spéciale d'éducation intitulée : « Le trotskisme agence de l'ennemi de classe ». Toute la presse stalinienne a été remplie d'attaques furieuses contre « les agents, espions et provocateurs trotskistes, brandisseurs et filèles ». La nervosité de la direction a atteint son point culminant par la publication dans tous les organes du K.P.D. d'un article intitulé : « Le danger du stalinisme direct-il dans notre parti ? » Le Comité Central a demandé que « chaque communiste lise cet article ». Voici ce que son auteur, Kurt Müller, révèle :

« Dans toute une série de sections locales et de directions cantonales dans les provinces de Westphalie (Ruhr), Basse-Saxe, Sud du pays de Bade, Hesse, etc., en attendant des positions selon lesquelles le résultat des élections a été mauvais, non par nos propres erreurs et fautes, mais par la politique de l'Union soviétique. On pourrait penser que de pareilles positions sont adoptées par des gens de Tito... »

« Le cas de Bad Homburg (près de Francfort) indique à quel point des camarades se sont enfié dans le marais hitlérien. Un illustrateur de gestion nationaliste y a séduit toute la section et l'a amené à déclarer que le résultat des élections a été désastreusement influencé par l'identité de la politique du K.P.D. et du S.E.D. à celle de l'U.R.S.S. Nous possédons un autre rapport écrit par un membre du secrétariat de la direction du parti dans un des Landers, ce rend de conférence en conférence afin de louer la Yougoslavie comme modèle des démocraties populaires. D'autres membres du même secrétariat connaissent cette attitude et la tolèrent depuis des mois... »

« Nous avons des raisons (l'indiquent clairement) que nos dirigeants (1) ferment les yeux devant des positions fausses, des objections et des arguments d'agents ennemis dans le parti, et se comportent de façon tolérante à l'égard de ceux-ci... Un exemple en est fourni par l'attitude du Président du parti dans le Sud de Bade à la direction du canton de Constance. Cette direction nationale est allée si loin qu'elle a attendu la revalidation d'une révision de la frontière de l'Older-Neisse (frontière polono-allemande) après l'annexion des provinces orientales, tous les chefs catholiques et sociaux-démocrates, après examen du résultat des élections. »

Ces citations suffisent à indiquer que le développement de tendances opposées dans le K.P.D. ne se limite plus à des réactions individuelles et isolées, mais entraîne une partie même de l'appareil du parti. Les arguments utilisés par l'opposition, notamment dans sa lutte contre les associations constitutives, sont de nature marxiste. De toute façon, on peut s'attendre à une épuration majeure dans le Parti Communiste allemand. Cela crée pour l'I.K.D. section allemande de l'IV^e Internationale, des perspectives de croissance favorables.

LEINZ.

La peine de mort rétablie au pays du "Socialisme"

Une brève information a fait connaître récemment que la peine de mort avait été rétablie en U.R.S.S. pour attentat à la sécurité de l'Etat, espionnage, etc.

La suppression de la peine de mort le lendemain de la guerre, en 1946, avait été présentée par la presse stalinienne comme une grande victoire du socialisme triomphant. Cette fois-ci, cette même presse se montre plutôt discrète.

Le M.V.D. (ex-Guépéou, ex-N.K.V.D.) n'a jamais été embarrassé par la légalité sociale officielle pour liquider qui que ce soit. La récente décision peut donc paraître comme un geste spectaculaire n'ayant aucune raison d'être. Mais les hommes du Kremlin sont très réalistes et ne se livrent pas à des manifestations inutiles. A quel titre donc le rétablissement de la peine de mort ? On ne peut pas, tout d'abord, formuler des hypothèses, en attendant que les événements eux-mêmes permettent de connaître plus précisément les mobiles des dirigeants de Moscou.

Il est difficile de croire à leur crainte d'espions au service des puissances impérialistes. L'espionnage est une maladie que les gouvernements répandent dans les masses, mais dont ils ne sont pas atteints. Chez les chefs stalinien, l'espionnage a servi soit à frapper des opposants politiques, soit à offrir au mécontentement des masses des boucs émissaires pour des maléfices, des malversations, des sabotages, etc... Le rétablissement de la peine de mort est certainement lié à des difficultés d'ordre intérieur en U.R.S.S. Mais il n'est guère possible de préciser, si nous ne sommes toutefois un certain nombre de faits :

- Un dernier, Voronenski, directeur du Plan d'Etat, a été débauché du Bureau Politique, sans tambour ni trompette;
- l'émigration soviétique en Allemagne occidentale augmente presque jour par jour; certains groupes de cette nouvelle émigration prétendent qu'il existe des mouvements clandestins en U.R.S.S., notamment en Ukraine;
- le 19^e Congrès du parti bolchéviste, qui devait se tenir dans le courant de 1949 (à peu près 10 ans après le Congrès précédent), n'a pas été convoqué jusqu'à présent;
- de nombreux linéages ont été effectués parmi les cadres dirigeants, récemment encore parmi ceux qui étaient à la tête de l'organisation du parti à Moscou.

Ces faits ne peuvent être mis sur un même plan, ni reliés par une explication ration-

nelle, mais ils témoignent tous d'une situation qui n'a rien à voir avec le tableau idyllique des « amis » et serviteurs du Kremlin. En tout cas, ils montrent que la crise mondiale du stalinisme se répercute sur les postes de l'U.R.S.S.

POUR LE VIET-NAM

(Suite de la première page)

fondements du système impérialiste, le mouvement est dirigé contre le Viet-Nam existant, une préparation sérieuse. L'échec de la Journée Nationale de protestation du 25 janvier est démontre, du fait que la laïcité des « grèves tournantes » développées par les dirigeants stalinien est encore plus criminelle que cette question que sur les problèmes révolutionnaires.

Seule une laïcité de Front unique permettra de transformer des grèves ou des mouvements de protestation rassemblant une minorité de travailleurs engagés en de larges masses. Sur une perspective de rassemblement dans l'action de larges masses contre la guerre d'Indochine, une campagne méthodique, patiente doit être engagée. Le virage en épingle à cheveau opéré par les dirigeants de la C.G.T. qui, il y a deux mois, ne parlait ni de grèves, ni de boycott du transport d'armes, aboutit au fait qu'à Marseille, à Cherbourg ou au Havre, les dockers non seulement ont été, mais s'opposent violemment entre eux. A Marseille, par exemple, une partie des dockers qui refuse de charger les armes, a exclu de la C.G.T. l'autre partie qui transporte les armes. Il est bien évident que les résultats d'une telle action sont nuls.

Pour lutter contre la guerre du Viet-Nam, il faut mobiliser les masses. Pour mobiliser les masses, il est non seulement indispensable d'appliquer une politique de Front unique des organisations ouvrières, mais d'assurer une pleine et complète démocratie dans les entreprises, ports et docks. Plus encore que pour arrêter la victoire des mouvements révolutionnaires, il faut que la base puisse discuter et s'organiser démocratiquement. Les ordres d'en haut, les exclusions bureaucratiques brisent les possibilités de créer un enthousiasme pour l'action contre la guerre d'Indochine. La libre confrontation des points de vue dans les Assemblées générales, l'élection démocratique de Comités d'Unité d'Action sont seules capables de rassembler la majorité des travailleurs qui s'engageront eux-mêmes dans la lutte contre la guerre du Viet-Nam.

PERMANENCES DU PARTI

PARIS
La permanence se tient le jeudi de 17 h. à 19 h. et le samedi de 16 h. à 19 h. 19, rue Daguerre, Paris (14^e) (au fond de la cour). Tél. SF. 62-31.

CLERMONT-FERRAND
Adresse correspondance à Gérard Bloch, 23, boulevard Gambetta, à Chamalières (Puy-de-Dôme).

BREST
Jean Lescoic, Issi, 12, Petit-Paris.

QUIMPER
Ecrire à Yvonne Cariou, 30, rue Jules-Noël, Quimper.

NANTES
« La Vérité » est vendue le dimanche matin au marché du Bouffay.

HELLEMMES
Victor, 33, rue Dordin, tous les jours de 19 heures à 20 h. 30.

SAINTE-ETIENNE
Le samedi de 18 heures à 19 heures, Café Besset, place du Peuple.

MONTELLIER
S'adresser ou écrire à Poupland, 14, rue du Four-Saint-Eloy, Montpellier.

TARASCON-BEAUCAISE
3, rue du Docteur-Barlerin (Tarascon).

LYON
Café du Dauphiné, tous les samedis, de 16 heures à 18 heures.

Février 34-Février 50

Le 6 février 1934, quelques milliers de fascistes et de royalistes armés de matraques, de revolvers et de rasoirs, déclenchèrent l'émeute à Paris, avec l'appui tacite de la grande bourgeoisie, afin d'imposer au pays un nouveau régime...

danst ses rangs, celui-ci répondit au coup de main réactionnaire par une grève générale dont l'ampleur n'avait pas été égale depuis 1920. A Paris, les ouvriers, sans distinction d'appartenance politique ou syndicale, défilèrent pendant des heures sur le cours de Vincennes.

La volonté d'unité des travailleurs

Le 12 février 1934, après bien des années de divisions, les travailleurs, retrouvant la voie de l'unité d'action, se seraient les coudes dans un puissant front unique.

Il n'y a pas de jour où, dans les entreprises, les travailleurs de toutes opinions ne se lancent unis dans la lutte contre leur ennemi commun: le patron. Et le 25 novembre, la classe ouvrière de France a prouvé dans les faits sa volonté d'unité.

Le sabotage du Front unique

Il suffit de raconter l'histoire pour montrer comment, en février 1934, les grandes organisations ouvrières subirent le Front unique et comment elles leur fut imposé par les travailleurs en lutte.

blique sur le cours de Vincennes. Le 11 au soir, le P.C.F., sous la pression des masses ouvrières et pour ne pas se couper de celles-ci, appela dans l'Humanité, les travailleurs de Paris à cette manifestation, 150.000 travailleurs s'y rendirent et imposèrent à leurs dirigeants l'unité d'action.

La lutte des trotskystes pour forger le Front unique

Le 6 février 1934 au soir, la « Ligue Communiste » qui était à cette époque, au P.C.I., n'avait pas encore été fondé, l'organisation des trotskystes français, distribuait un tract disant: « Pour écraser la vermine réactionnaire, pour barrer la route au fascisme, il faut que se constitue sans tarder l'ALLIANCE OUVRIÈRE de toutes les organisations (Partis, Syndicats, etc...) qui, pour entraîner tous les travailleurs sans distinction de nationalité contre le danger commun, s'entendent pour défendre leurs Assemblées, leurs locaux, leurs journaux, leurs militants, les exploités étrangers pour créer les milices ouvrières et coordonner leur action. »

« Mais la situation, en 1930, présente des éléments progressifs, malgré les défaîtes et les divisions, si on la compare à 1934. Un nombre grandissant de militants staliniens ou d'ouvriers influencés par le stalinisme sont en train de prendre conscience du rôle de leurs dirigeants. La S.F.I.O., dont la base ouvrière est réduite au minimum, n'a pu empêcher ses adhérents de réaliser à la base l'unité d'action avec les milices communistes. »

Le 7 au matin, « La Vérité » écrivait: « Le problème central de l'heure, c'est d'élargir le bloc prolétarien contre la réaction montante. » Le 12 février, un nouveau tract proposait la constitution dans chaque arrondissement, dans chaque commune, des Comités de l'Alliance Ouvrière, rassemblant toutes les organisations ouvrières, élargissant la défense ouvrière par la milice ouvrière, préparant la convocation d'un vaste Congrès ouvrier de toute la classe ouvrière.

« Mais une fois de plus, les travailleurs de l'automobile, ainsi que tous les métallos donnaient l'exemple. L'action menée par les militants révolutionnaires dans de nombreuses entreprises avant et pendant le 9 février, ainsi que l'écho qu'ils rencontrèrent provient d'une nouvelle direction peut se former, malgré de nombreuses difficultés et prendre la relève de ceux qui souffraient les intérêts des travailleurs français, soit à la propriété des capitalistes français. Ces travailleurs combattent pour faire de la journée du 9 février une journée de réinvention des forces ouvrières. Ils luttent pour que les travailleurs prennent leur propre sort entre leurs mains et déterminent eux-mêmes LEURS revendications et LEURS formes de lutte. Ils les appellent à élire les meilleurs d'entre eux pour constituer de véritables COMITÉS D'UNITE D'ACTION démocratiques qui prendront contact entre eux tant sur le plan local qu'inter-locaux pour organiser le combat. »

La journée de l'Automobile

(Suite de la 1^{re} page)

avertissement, suivie d'un meeting au Vel d'Hiv' qui décidera d'un référendum pour la grève illimitée. La discussion fut ensuite ouverte. De nombreuses interventions ne furent que des comptes rendus d'activité préparés « en commun » et qui « traduisirent » la volonté de combat des travailleurs sur les propositions de la C.G.T.

Leur vote est la seule garantie contre toute trahison. C'est la voie de l'union! C'est le chemin de la victoire!

Vers un Cartel des Transports

Il apparaît de plus en plus que le « Cartel d'unité syndicaliste » qui, malgré les ordres des sommets syndicaux, cherche la voie d'un regroupement pour l'action. Depuis très longtemps déjà la tendance minoritaire se manifeste chez les cheminots. Avant la scission, c'était le Front unique cheminots qui s'unissait ensuite aux efforts de l'Unité Syndicale née de la conférence d'unité de février 1949.

Pourant un délégué exprima son souci de faire l'unité d'action « devant les travailleurs ». Une camarade de Peugeot-La Garanne essaya de traduire fidèlement l'état d'esprit de ses compagnons de travail: 20 % pour la grève générale, 10 % contre la hiérarchie, etc... Enfin un de nos camarades dégagea une orientation susceptible de réunir les travailleurs démoralisés par de trop nombreuses défaîtes et trahisons et de les entraîner au combat. Ce qu'il faut, dit-il, c'est rendre aux travailleurs la direction de leurs propres luttes. Ce sont eux qui doivent librement décider de leurs revendications et de leurs moyens de lutte. Tel doit être le rôle de la journée du 9 février.

Après la conférence du Cartel d'action syndicaliste (12 et 13 novembre 1949) ont furent jetées les premières bases du Cartel cheminot, il fut décidé que le « Cheminot Unitaire » deviendrait l'organe du C.U.S.C.

« Mais la situation, en 1930, présente des éléments progressifs, malgré les défaîtes et les divisions, si on la compare à 1934. Un nombre grandissant de militants staliniens ou d'ouvriers influencés par le stalinisme sont en train de prendre conscience du rôle de leurs dirigeants. La S.F.I.O., dont la base ouvrière est réduite au minimum, n'a pu empêcher ses adhérents de réaliser à la base l'unité d'action avec les milices communistes. »

« Mais la situation, en 1930, présente des éléments progressifs, malgré les défaîtes et les divisions, si on la compare à 1934. Un nombre grandissant de militants staliniens ou d'ouvriers influencés par le stalinisme sont en train de prendre conscience du rôle de leurs dirigeants. La S.F.I.O., dont la base ouvrière est réduite au minimum, n'a pu empêcher ses adhérents de réaliser à la base l'unité d'action avec les milices communistes. »

« Mais la situation, en 1930, présente des éléments progressifs, malgré les défaîtes et les divisions, si on la compare à 1934. Un nombre grandissant de militants staliniens ou d'ouvriers influencés par le stalinisme sont en train de prendre conscience du rôle de leurs dirigeants. La S.F.I.O., dont la base ouvrière est réduite au minimum, n'a pu empêcher ses adhérents de réaliser à la base l'unité d'action avec les milices communistes. »

« Mais la situation, en 1930, présente des éléments progressifs, malgré les défaîtes et les divisions, si on la compare à 1934. Un nombre grandissant de militants staliniens ou d'ouvriers influencés par le stalinisme sont en train de prendre conscience du rôle de leurs dirigeants. La S.F.I.O., dont la base ouvrière est réduite au minimum, n'a pu empêcher ses adhérents de réaliser à la base l'unité d'action avec les milices communistes. »

A Marignane Les C.R.S. cognent...

les ouvriers s'unissent

Les travailleurs de la S.N.C.A.S.E. Usines Aéronautiques à Marignane (Bouches-du-Rhône), s'étant réunis en Assemblée générale le lundi 30 janvier, afin de protester contre la fabrication des appareils à réaction « Vampire », contre les heures supplémentaires qui voulaient faire effectuer la Direction et aussi contre le licenciement de 50 camarades qui avaient refusé de faire ces heures supplémentaires (à indiquer que l'horaire est déjà de 45 heures par semaine).

« Mais la situation, en 1930, présente des éléments progressifs, malgré les défaîtes et les divisions, si on la compare à 1934. Un nombre grandissant de militants staliniens ou d'ouvriers influencés par le stalinisme sont en train de prendre conscience du rôle de leurs dirigeants. La S.F.I.O., dont la base ouvrière est réduite au minimum, n'a pu empêcher ses adhérents de réaliser à la base l'unité d'action avec les milices communistes. »

« Mais la situation, en 1930, présente des éléments progressifs, malgré les défaîtes et les divisions, si on la compare à 1934. Un nombre grandissant de militants staliniens ou d'ouvriers influencés par le stalinisme sont en train de prendre conscience du rôle de leurs dirigeants. La S.F.I.O., dont la base ouvrière est réduite au minimum, n'a pu empêcher ses adhérents de réaliser à la base l'unité d'action avec les milices communistes. »

A Puteaux Manifestation contre la guerre du VIET-NAM

Sept membres de l'U.J.R.F. y ont été punis, étaient arrêtés par les flics pour avoir distribué des tracts à des soldats en partance pour l'Indochine. Cinq sont relâchés, mais deux restent à la Santé, accusés de provocation de militaires à la désobéissance.

« Mais la situation, en 1930, présente des éléments progressifs, malgré les défaîtes et les divisions, si on la compare à 1934. Un nombre grandissant de militants staliniens ou d'ouvriers influencés par le stalinisme sont en train de prendre conscience du rôle de leurs dirigeants. La S.F.I.O., dont la base ouvrière est réduite au minimum, n'a pu empêcher ses adhérents de réaliser à la base l'unité d'action avec les milices communistes. »

« Mais la situation, en 1930, présente des éléments progressifs, malgré les défaîtes et les divisions, si on la compare à 1934. Un nombre grandissant de militants staliniens ou d'ouvriers influencés par le stalinisme sont en train de prendre conscience du rôle de leurs dirigeants. La S.F.I.O., dont la base ouvrière est réduite au minimum, n'a pu empêcher ses adhérents de réaliser à la base l'unité d'action avec les milices communistes. »

En Tunisie grève des ouvriers agricoles

En septembre 1948, l'U.G.T.T., centrale des ouvriers tunisiens, présente les conditions de rajustement des salaires de l'année (un ouvrier agricole touche 150 fr. par jour).

« Mais la situation, en 1930, présente des éléments progressifs, malgré les défaîtes et les divisions, si on la compare à 1934. Un nombre grandissant de militants staliniens ou d'ouvriers influencés par le stalinisme sont en train de prendre conscience du rôle de leurs dirigeants. La S.F.I.O., dont la base ouvrière est réduite au minimum, n'a pu empêcher ses adhérents de réaliser à la base l'unité d'action avec les milices communistes. »

« Mais la situation, en 1930, présente des éléments progressifs, malgré les défaîtes et les divisions, si on la compare à 1934. Un nombre grandissant de militants staliniens ou d'ouvriers influencés par le stalinisme sont en train de prendre conscience du rôle de leurs dirigeants. La S.F.I.O., dont la base ouvrière est réduite au minimum, n'a pu empêcher ses adhérents de réaliser à la base l'unité d'action avec les milices communistes. »

Unir les Travailleurs...

Toute une couche de petites gens qui, le plus souvent, ont travaillé toute leur vie pour remplir les coffres des capitalistes sont réduits à la misère et à la mendicité par la hausse du coût de la vie. Les travailleurs doivent les unir à eux en prenant leur défense et en exigeant le minimum vital pour tous et le paiement des heures et pensions. La crise économique pressera particulièrement sur eux et le gaullisme tentera de les gagner en rendant la classe ouvrière responsable de leur sort. Il en est de même pour les classes moyennes: petits boutiquiers, petits paysans, artisans, victimes eux aussi de la crise économique qui se développe et de l'offensive du grand capital.

« Mais la situation, en 1930, présente des éléments progressifs, malgré les défaîtes et les divisions, si on la compare à 1934. Un nombre grandissant de militants staliniens ou d'ouvriers influencés par le stalinisme sont en train de prendre conscience du rôle de leurs dirigeants. La S.F.I.O., dont la base ouvrière est réduite au minimum, n'a pu empêcher ses adhérents de réaliser à la base l'unité d'action avec les milices communistes. »

« Mais la situation, en 1930, présente des éléments progressifs, malgré les défaîtes et les divisions, si on la compare à 1934. Un nombre grandissant de militants staliniens ou d'ouvriers influencés par le stalinisme sont en train de prendre conscience du rôle de leurs dirigeants. La S.F.I.O., dont la base ouvrière est réduite au minimum, n'a pu empêcher ses adhérents de réaliser à la base l'unité d'action avec les milices communistes. »

« Mais la situation, en 1930, présente des éléments progressifs, malgré les défaîtes et les divisions, si on la compare à 1934. Un nombre grandissant de militants staliniens ou d'ouvriers influencés par le stalinisme sont en train de prendre conscience du rôle de leurs dirigeants. La S.F.I.O., dont la base ouvrière est réduite au minimum, n'a pu empêcher ses adhérents de réaliser à la base l'unité d'action avec les milices communistes. »

Les Métallos de Neuves-Maisons

de la direction du Syndicat savent que la campagne pour l'unité d'action démocratique menée par les exclus et l'exclusion elle-même, loin d'avoir affaibli les sympathies des ouvriers envers eux, les a, au contraire, fortifiées et élargies. L'unité d'action démocratique gagne en profondeur dans les esprits ouvriers et la nécessité d'une nouvelle direction apparaît de plus en plus aux yeux du plus grand nombre. Les métallos de Neuves-Maisons savent que, pour leurs prochaines luttes, il faudra constituer un véritable Comité d'action démocratique.

« Mais la situation, en 1930, présente des éléments progressifs, malgré les défaîtes et les divisions, si on la compare à 1934. Un nombre grandissant de militants staliniens ou d'ouvriers influencés par le stalinisme sont en train de prendre conscience du rôle de leurs dirigeants. La S.F.I.O., dont la base ouvrière est réduite au minimum, n'a pu empêcher ses adhérents de réaliser à la base l'unité d'action avec les milices communistes. »

« Mais la situation, en 1930, présente des éléments progressifs, malgré les défaîtes et les divisions, si on la compare à 1934. Un nombre grandissant de militants staliniens ou d'ouvriers influencés par le stalinisme sont en train de prendre conscience du rôle de leurs dirigeants. La S.F.I.O., dont la base ouvrière est réduite au minimum, n'a pu empêcher ses adhérents de réaliser à la base l'unité d'action avec les milices communistes. »

« Mais la situation, en 1930, présente des éléments progressifs, malgré les défaîtes et les divisions, si on la compare à 1934. Un nombre grandissant de militants staliniens ou d'ouvriers influencés par le stalinisme sont en train de prendre conscience du rôle de leurs dirigeants. La S.F.I.O., dont la base ouvrière est réduite au minimum, n'a pu empêcher ses adhérents de réaliser à la base l'unité d'action avec les milices communistes. »

LE PROCHAIN NUMERO PARAITRA LE 24 FEVRIER 1950

CONFERENCE DU M. R. J. le 24 Février, à 20 h. 30 Sociétés Savantes rue Serpente Le pacifisme, l'objection de conscience et le rôle de la violence par HEMCE

1) Unir les travailleurs contre la guerre.

— Maintenir des avantages acquis et du niveau de vie — contre la diminution des temps et des salaires sous toutes ses formes. — Contre le salaire au rendement. Intégration des primes dans le salaire. — Lutte contre le paiement de nouveaux embauchés à des prix inférieurs. — A travail égal, salaire égal. — Le patronat surexploite les femmes, les jeunes, les colonsiaux qui les opprime sur les travailleurs et justifier la non augmentation des salaires. Défendre ces surexploités, c'est défendre tous les travailleurs. — Augmentation égale pour tous en accord avec un véritable minimum vital, pour compenser la hausse du coût de la vie. — Lutte contre les augmentations hiérarchiques qui divisent, une hiérarchie de 1 à 4 sur la base d'un minimum vital correspondant au pouvoir d'achat de 1938. — Suppression de la division en zones de salaires. — Lutte contre toute atteinte aux prestations de la Sécurité Sociale. — Conventions collectives, sans arbitrage oligarchique.

2) Unir les retraités, les mutilés de la guerre ou du travail, les petits rentiers, les vieux travailleurs, les petits commerçants et les artisans aux travailleurs dans la lutte contre la misère commune.

— Annuité pour les grévistes et les militants ouvriers. — Abandon des poursuites contre eux. — Liberté de réunion dans les entreprises. — Protection des colonsiaux et des immigrés qui sont les premiers frappés (travaux de naturalisations, changement de l'obtention des papiers d'identité).

3) Unir les travailleurs dans la lutte contre le chômage.

— Le patronat utilise le chômage pour faire pression sur les salariés. — Lutte contre les licenciements: partage du travail entre les travailleurs sans diminution de salaire (échelle mobile des heures de travail). — Une allocation de chômage pour tout chômeur, en rapport avec le coût de la vie. — Organisation des chômeurs en Comités locaux et leur maintien dans les organisations syndicales qui doivent défendre leurs revendications. — Interdiction des lock-out.

4) Unir les travailleurs contre la réaction.

— Défense des libertés démocratiques — Défense des nationalisations contre la répression. — Proportionnelle intégrale. 5) Unir les travailleurs contre la dictature. — Nous ne devons pas cesser d'attirer l'attention sur ce danger qui peut devenir une menace concrète. Nous devons continuer à monter concrètement ce qui est le gaullisme, ses luttes, ses méthodes. — Mettre les gaullistes en quarantaine dans les entreprises. — Protéger les vendeurs de la presse ouvrière et les locaux ouvriers par le F.U. de toutes les organisations ouvrières. — Défense des intérêts des petits paysans et des petits commerçants touchés par la crise et que le gaullisme tentera de gagner. — Propagande pour les milices ouvrières. 6) Unir les travailleurs contre la guerre. — Une campagne contre la guerre doit s'attaquer aux conséquences de la deuxième guerre mondiale, à la guerre du Viet-Nam, actuellement en cours, à la guerre mondiale en préparation. — Cessation de la guerre du Viet-Nam, évacuation inconditionnelle de ce pays. — Suppression du budget de guerre. — Annulation de toutes les mesures de démantèlement et évacuation de toutes les troupes d'occupation dans toutes les régions occupées. — Désociation du plan Marshall, du pacte Atlantique, et de toutes les mesures politiques et militaires qui y sont attachées.